

**Arrêté n°DDT/SEE/2023/0053  
constatant le franchissement du seuil d'alerte sur le Serein et  
instituant des mesures de limitation ou de suspension  
provisoire de certains usages de l'eau**

Le Préfet de l'Yonne,

**VU** le Code de la santé publique ;

**VU** le Code de l'environnement, et notamment son article L.211-3, relatif aux mesures de limitation des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de risque de pénurie ;

**VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles R.211-66 et R211-67, relatifs aux mesures de limitation des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de risque de pénurie ;

**VU** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne ;

**VU** l'arrêté cadre n°IDF-2022-02-22-00008 du 22 février 2022 du préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie ;

**VU** l'arrêté DDT/SEE/2021/0030 du 27 mai 2021 portant révision et approbation du plan sécheresse de l'Yonne ;

**VU** l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;

**VU** l'arrêté DDT/SEE/2023/0050 du 06 octobre 2023 constatant le franchissement des seuils d'alerte, d'alerte renforcée et de crise et instituant des mesures de limitation ou de suspension provisoire de certains usages de l'eau ;

**VU** l'instruction du 16 mai 2023 relative à la gestion de la sécheresse ;

**VU** la consultation de la commission restreinte sécheresse en date du 30 octobre 2023 ;

**Considérant** la situation hydrologique actuelle dans le département de l'Yonne ;

**Considérant** le franchissement du seuil d'alerte du plan sécheresse départemental pour les zones de gestion du Serein ;

**Considérant** le retour à une situation hydrologique favorable pour les autres zones de gestion du plan sécheresse départemental ;

**Considérant** les prévisions des services de Météo-France, qui prévoient des précipitations favorables à un maintien de la situation actuelle ;

**SUR** proposition de la directrice départementale des territoires de l'Yonne :

## ARRÊTE

### Article 1 : Objet

Les seuils d'alerte définis dans le plan sécheresse départemental ont été franchis sur les bassins versants suivants :

Station	Zone de gestion	Ancien seuil et date de franchissement	Nouveau seuil
Serein à Chablis	Serein	Crise (25/08/23)	Alerte
Armançon à Aisy	Armançon amont	Alerte renforcée (13/07/23)	
Armançon à Brienon	Armançon aval	Alerte renforcée (05/10/23)	
Yonne à Gurgy	Yonne moyenne	Alerte renforcée (13/07/23)	
Yonne à Pont-sur-Yonne	Yonne aval	Alerte (13/07/23)	
Cure à Arcy	Cure	Alerte renforcée (05/10/23)	
Cousin à Avallon	Cousin	Crise (08/09/23)	
Tholon à Senan	Tholon-Ravillon-Vrin-Ru d'Ocques	Alerte renforcée (13/07/23)	
Vanne à Pont-sur-Vanne	Vanne	Alerte renforcée (13/07/23)	
L'Orvanne à Diant	Nord Yonne	Alerte renforcée (15/06/23)	
Ouanne à Charny	Ouanne	Alerte renforcée (05/10/23)	
Loing à Saint-Martin-des-Champs	Loing	Alerte (09/06/23)	

Les mesures de restriction des usages de l'eau du présent arrêté sont applicables à toutes les communes situées dans la zone de gestion précitée en alerte, la liste de ces communes figurant en annexes 1.

**Lorsqu'une commune est située sur plusieurs bassins versants dont les mesures de restriction des usages sont différentes, ce sont les mesures de la zone la plus restrictive qui s'appliquent.**

Les cours d'eau concernés par les dispositions du présent arrêté sont tous les cours d'eau et affluents situés dans les bassins versants des zones de gestion suivantes : Serein, Vanne, Armançon (amont et aval), Cousin, Nord Yonne, Tholon-Ravillon-Vrin-Ru-d'Ocques, Ouanne, Loing, Cure et Yonne (moyenne et aval) ; et dont la carte est annexée au présent arrêté (annexe 2).

## **Article 2 : Respect du débit réservé**

Rappel des dispositions réglementaires de l'article L 214-18 du Code de l'environnement : indépendamment des seuils définis à l'article 1, tout ouvrage établi sur un cours d'eau doit laisser, à l'aval de l'ouvrage, un débit minimal, appelé « débit réservé » au moins égal au 10<sup>e</sup> (dixième) du débit moyen du cours d'eau. En conséquence, lorsque le débit d'un cours d'eau atteint le 10<sup>e</sup> du débit moyen, tout prélèvement ou dérivation de l'eau par un ouvrage installé de façon permanente dans le lit du cours d'eau doit cesser, de manière à assurer en permanence dans le cours d'eau le débit réservé. Le propriétaire et l'exploitant de l'ouvrage sont responsables du respect du débit réservé, et doivent garantir le maintien de ce débit minimal en permanence. Le débit réservé peut être turbiné, cette opération, qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté, est donc possible, sous réserve du respect des dispositions réglementaires relatives au débit réservé.

## **Article 3 : Manœuvre des vannes**

En vue d'éviter toute variation de niveau dans les cours d'eau touchés par la sécheresse, toute manœuvre de vanne est interdite dans les secteurs au moins en alerte visés par le présent arrêté. En particulier, les biefs de moulins doivent rester remplis et fermés, sauf si cette disposition est incompatible avec le maintien du débit réservé, la priorité étant attribuée au débit réservé dans le cours d'eau, selon les dispositions de l'article 2 du présent arrêté.

#### **Article 4 : Surveillance des rejets**

Une vigilance particulière doit être apportée par les exploitants d'installations qui génèrent des rejets au milieu naturel, au strict respect des normes de rejet.

Considérant le risque aggravé de pollution des cours d'eau par insuffisance de dilution des effluents rejetés, les collectivités locales et les industriels situés dans les bassins versants en alerte et mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, devront, en cas de demande du service de police de l'eau, ou de l'inspection des installations classées, contrôler à leurs frais au minimum une fois par semaine, les paramètres suivants dans le rejet : DCO, MES, et fournir les résultats de ces analyses sous 48 heures à ce service.

En cas de dépassement des normes de rejet, ils devront procéder dans les plus brefs délais aux mesures correctives nécessaires selon les préconisations du service de police de l'eau, ou de l'inspecteur des installations classées.

Le rejet d'effluents brut issus des stations d'épuration, notamment en cas de maintenance, est soumis à autorisation préalable et pourra être reporté à une période plus favorable.

## Article 5 : Mesures applicables aux services et usages publics pour le niveau d'alerte

- Les mesures suivantes ne s'appliquent pas :
  - x dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluies récupérées, à l'exception de l'interdiction d'arrosage entre 10 h et 20 h. En cas d'utilisation d'eau de pluie, une signalétique claire et visible indiquant l'origine de l'eau devra être apposée par la collectivité sur la citerne ou l'ouvrage de stockage ;
  - x en cas d'utilisation d'un système de goutte-à-goutte ;
- En cas de déclenchement du plan canicule par le préfet, l'utilisation d'eau aux points de rafraîchissement n'est pas soumise à restriction ;
- Les interdictions suivantes peuvent être levées uniquement pour des motifs impératifs de santé et de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité civile, sur demande motivée adressée à la direction départementale des territoires et après obtention d'une dérogation.

Usages de l'eau concernés	Mesures applicables dès franchissement du seuil
Lavage des voies et des trottoirs, nettoyage des terrasses, matériels urbains, façades, toitures, surfaces à vocation sportive et de loisirs (hors golf)	Interdit (sauf avec du matériel haute pression)
Arrosage des espaces verts (terrains de sport et golfs mis à part), massifs fleuris, plantations en contenant, arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an, publics ou privés	Interdit (Sauf arrosage des massifs fleuris, plantations en contenant, arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an, de 20 h à 10 h)
Alimentation des fontaines publiques	Fermeture (Sauf circuit fermé ou alimentation gravitaire depuis une source)
Eau de Paris	Restitution dans la Vanne de 10 % du débit disponible des captages des sources Hautes de la vallée de la Vanne
Stations d'épuration (1)	Report des opérations de maintenance en fin de période de restriction sauf en cas de panne. Sous cette condition uniquement, une dérogation devra au préalable être sollicitée auprès de la direction départementale des territoires.

(1) Les maîtres d'ouvrage de système d'assainissement sont attentifs au strict respect des normes de rejets et assurent un renforcement de l'entretien des ouvrages d'assainissement (déversoirs d'orage, contrôle du fonctionnement des équipements d'épuration, augmentation des extractions des boues d'épuration...). Ils veillent à optimiser la qualité des rejets dans les eaux superficielles en augmentant si nécessaire le cycle d'aération pour des stations de type boues activées.

Sur demande du service en charge de police de l'eau, un suivi avec analyses à fréquence soutenue des paramètres température (°C), DBO5, DCO, MES, N-NH4, N-NO3 et P-PO4 est réalisé et les résultats devront être conservés dans le registre de la station.

## Article 6 : Mesures applicables aux usages agricoles pour le niveau d'alerte

- Les mesures de restriction suivantes ne s'appliquent pas :
  - x pour l'abreuvement des animaux d'élevages sous réserve du respect des dispositions prévues par les articles L 214-1 et suivants du Code de l'environnement ;
  - x en cas d'utilisation d'un système de goutte-à-goutte ;
  - x en cas d'utilisation de chariot d'irrigation et sub-irrigation en cultures maraîchères, pépinières, horticoles, cultures porte-graine.
- Dans le cas d'irrigants ayant un point de prélèvement et une parcelle d'irrigation sur plusieurs zones de gestion et bassins, ce sont les mesures de restrictions de la zone du point de prélèvement qui s'appliquent. Les plages horaires d'interdiction d'arrosage 12h-20h s'appliquent toutefois à la localisation de la parcelle.

Usages de l'eau concernés		Mesures applicables dès franchissement du seuil
Remplissage des réserves		<b>Interdit</b> (sauf mention spécifique dans l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la loi sur l'eau)
Irrigation des grandes cultures, cultures fourragères et légumières de plein champ (type oignons, cornichons, pommes de terre)	Prélèvements en cours d'eau et nappes d'accompagnement	<b>Interdit</b> entre 12 h et 20 h
	Prélèvements en eau souterraine	<b>Interdit</b> entre 12 h et 20 h
	Prélèvements à partir d'une réserve artificielle autorisée et déconnectée des nappes et cours d'eau	<b>Recommandé</b> entre 20 h et 12 h
Irrigation des cultures maraîchères, pépinières, horticoles, cultures porte-graine et arboriculture fruitière, production de plants, plantes aromatiques et médicinales, plantations de vignes et co-plantations (repiquages) de moins de 3 ans	Prélèvements en cours d'eau et nappes d'accompagnement	<b>Pas de restriction</b>
	Prélèvements en eau souterraine	<b>Pas de restriction</b>
	Prélèvements à partir d'une réserve artificielle autorisée et déconnectée des nappes et cours d'eau	<b>Pas de restriction</b>

## Article 7 : Mesures applicables aux activités économiques pour le niveau d’alerte

- Les mesures suivantes s’appliquent aux activités économiques dont usages industriels, commerciaux, artisanaux et de loisirs à l’exception :
  - x des activités disposant d’un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives plus restrictives (ex : Installations classées pour la protection de l’environnement (ICPE) relevant du régime de l’autorisation ou de l’enregistrement) ;
  - x des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d’eau.
- Les interdictions suivantes peuvent être levées uniquement pour des motifs impératifs de santé et de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité civile, sur demande motivée adressée à la direction départementale des territoires et après obtention d’une dérogation.
- Les restrictions suivantes ne s’appliquent pas dès lors qu’il y a utilisation d’eaux de pluie récupérées.

Usages de l’eau concernés	Mesures applicables dès le franchissement du seuil
Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation est supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> par an	<p><b>Réduction des prélèvements et/ou consommation de 10 %</b> par rapport à la moyenne hebdomadaire.</p> <p><b>Registre hebdomadaire des prélèvements</b> (tenu à la disposition du service de contrôle).</p> <p><b>Rejets des stations de traitement des eaux usées :</b> en cas de dépassement des normes de rejet, les industriels devront mettre en œuvre dans les plus brefs délais aux mesures correctives nécessaires selon les préconisations du service de police de l’eau, ou de l’inspecteur des installations classées.</p>
Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation est inférieure ou égale à 1 000 m <sup>3</sup> par an	<p>Mise en œuvre de dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d’eau et limitation au maximum des consommations.</p> <p><b>Rejets des stations de traitement des eaux usées :</b> en cas de dépassement des normes de rejet, les industriels devront mettre en œuvre dans les plus brefs délais aux mesures correctives nécessaires selon les préconisations du service de police de l’eau, ou de l’inspecteur des installations classées.</p>
Navigation fluviale	<p>Mise en programmation des automates du réseau « petit gabarit » pour laisser les écluses en l’état après le passage d’un bateau ou à regroupement ou à défaut regroupement des bateaux (hors canal du Nivernais).</p> <p><b>Abaissement des biefs</b> sur les canaux de Bourgogne, du Nivernais, d’Accolay, de Briare.</p> <p><b>Réduction des prélèvements aux prises d’eau dans les cours d’eau et prises d’eau secondaires</b> destinées à alimenter le canal de Bourgogne, le canal du Nivernais hors râcle, le canal d’Accolay et le canal de Briare.</p> <p><b>Obligation du respect du 1/10e du module</b> sur les cours d’eau alimentant les canaux.</p>
Arrosage des terrains de golf et stades enherbés	<p><b>Interdit de 8 h à 20 h</b></p> <p>Un registre de prélèvement devra être rempli quotidiennement et tenu à disposition des services de contrôle.</p>
Arrosage des surfaces accueillant des manifestations temporaires sportives et culturelles (patinoires, hippodromes, motocross, festivals, comices...)	<p><b>Interdit de 10 h à 20 h</b> y compris à partir de réserves d’eau</p>

## Article 8 : Mesures applicables aux particuliers pour le niveau d'alerte

- Les mesures d'interdiction suivantes pour les particuliers ne s'appliquent pas:
  - x dès lors qu'il y a réutilisation d'eau de pluie stockée en citerne ou cuve, **sauf l'interdiction d'arrosage entre 10 h et 20 h ;**
  - x en cas d'utilisation d'un système de goutte-à-goutte.

Usages de l'eau concernés	Mesures applicables dès le franchissement du seuil
Remplissage des piscines privées non ouvertes au public	Interdit (sauf premier remplissage en cas de chantier en cours débuté avant le déclenchement de l'alerte sur la zone de gestion concernée)
Arrosage des pelouses, massifs fleuris, plantations en contenant et jardinières, arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an	Interdit (sauf arrosage des massifs fleuris, plantations en contenant et jardinières, arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an entre 20 h et 10 h).
Arrosage des potagers	Interdit de 10 h à 20 h.
Lavage des véhicules chez les particuliers	Interdit
Lavage des voies et trottoirs, nettoyage des façades, toitures et terrasses	Interdit (sauf avec du matériel haute pression).



## Article 9 : Mesures applicables en cas d'intervention et de rejets dans les milieux pour le niveau d'alerte

- Les interdictions suivantes peuvent être levées uniquement en cas d'impératifs de santé et de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité civile sur demande préalable adressée à la direction départementale des territoires (DDT) et après obtention d'une dérogation. Toutefois, les cas d'urgence avérée, sont déclarés immédiatement à la DDT et font l'objet d'un bilan transmis à posteriori à la DDT.

Usages de l'eau concernés	Mesures applicables dès le franchissement du seuil
Travaux dans le lit mineur d'un cours d'eau	<p><b>Précautions maximales pour limiter les risques de perturbations du milieu.</b></p> <p>Les travaux nécessitant des rejets non traités dans le cours d'eau sont soumis à autorisation préalable du service police de l'eau (ces opérations devant s'accompagner de moyens appropriés pour limiter les départs de matières en suspension – filtres, batardeaux, pompages...). Ils pourront être décalés jusqu'au retour à un débit plus élevé.</p> <p>Obligation de restituer le débit réservé du cours d'eau à l'aval des travaux.</p>
Remplissage après vidange des plans d'eau ou maintien des niveaux des plans d'eau en dérivation (hors piscicultures professionnelles et hors retenues alimentées uniquement par du ruissellement pluvial)	<p><b>Interdit</b></p>
Micro-centrales, barrages et autres ouvrages hydrauliques (hors écluses au fil de l'eau)	<p>Respect du débit minimum biologique fixé par le règlement d'eau ou à défaut, maintien <b>du débit réservé dans le cours d'eau naturel, égal à au moins 1/10<sup>e</sup> du module ou</b> du débit entrant s'il est inférieur.</p> <p><b>Interdiction</b> des manœuvres de vannes, sauf celles nécessaires pour ne pas dépasser la cote maximale, l'AEP, la navigation ou les opérations de soutien d'étiage autorisées ou requises par l'autorité administrative</p> <p>Les vannes usinières et de décharge situées sur le bief seront fermées et maintenues fermées (biefs remplis). Les fermetures de vannes se feront de manière lente et progressive afin d'éviter toute variation de débit à l'aval, dans un délai de 48 h maximum après la publication de l'arrêté.</p> <p><b>Les installations hydroélectriques doivent être arrêtées sauf celles turbinant le débit réservé ou installées au fil de l'eau</b> (sans dérivation), qui peuvent poursuivre leur production.</p>

## **Article 10 : Mesures dérogatoires**

Les prélèvements effectués dans des réserves artificielles (retenues collinaires vraies, et citernes alimentées par la récupération de l'eau de pluie), individuelles ou collectives, qui ne sont pas alimentées par les cours d'eau ou par les nappes, ou dans les réserves alimentées par dérivation de cours d'eau, dont le remplissage a été constitué en hiver et au printemps ne sont pas concernés par ces mesures d'interdiction. Le remplissage des réserves à partir des cours d'eau est interdit dans tous les secteurs visés à l'article 1<sup>er</sup>.

Toute autre demande de dérogation est à solliciter auprès du service de police de l'eau de la DDT (03-86-48-42-91, courriel : [ddt-sefren-eau@yonne.gouv.fr](mailto:ddt-sefren-eau@yonne.gouv.fr)) à l'aide d'un dossier argumentaire composé à minima :

- d'un plan au 1/25 000<sup>e</sup> précisant la localisation du prélèvement et le cas échéant les parcelles concernées et leur superficie,
- des besoins en eau à couvrir et de la période pour laquelle la dérogation est sollicitée,
- d'un formulaire de demande de dérogation adéquat qui devra être sollicité auprès du service susnommé ou récupéré sur le site internet de la Préfecture à [www.yonne.gouv.fr/secheresse](http://www.yonne.gouv.fr/secheresse).

## **Article 11 : Période d'application des mesures**

Les dispositions du présent arrêté, à caractère provisoire, entrent en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne. Ces dispositions prendront fin le 31 décembre 2023 (inclus).

Elles pourront être levées par arrêté préfectoral si la situation hydrologique constatée sur ces bassins versants à la date du présent arrêté évolue favorablement. Elles pourront aussi être renforcées ou modifiées selon l'évolution de cette situation.

## **Article 12 : Sanctions**

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté sera puni de la peine prévue par l'article R216-9 du Code de l'environnement (contraventions de 5<sup>ème</sup> classe), sauf pour ce qui concerne le non-respect du débit réservé, infraction prévue et réprimée par l'article L216-7 du même code.

## **Article 13 : Abrogation des dispositions antérieures**

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°DDT/SEE/2023/0050 dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne

Fait à Auxerre, le 31 OCT. 2023

Pour le Préfet de l'Yonne,  
La Secrétaire Générale de la Préfecture,



Pauline GIRARDOT

## **Exécution, délais et voies de recours ci-après.**

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

*– soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.*

*– soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

La secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne, le sous-préfet de Sens, la sous-préfète d'Avallon, la directrice départementale des territoires de l'Yonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché en mairie des communes concernées et dont la copie sera adressée pour information à :

- Mme la déléguée territoriale de l'Yonne de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le chef du département Hydrométrie de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bourgogne-Franche-Comté,
- Mme la responsable de l'unité départementale de l'Yonne de la DREAL,
- M. le chef du centre météorologique régional de Météo-France,
- Mme la responsable du service police de l'eau de la DRIEAT Île-de-France,
- M. le directeur territorial Seine-Amont de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie,
- M. le directeur territorial Centre-Bourgogne de Voies Navigables de France,
- M. le directeur général de l'EPTB Seine Grands Lac,
- M. le directeur général de l'EPAGE du Loing,
- M. le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP),
- M. le Commandant du groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le délégué départemental du SDIS Yonne,
- M. le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité ;
- M. le président de la Fédération de l'Yonne pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- M. le directeur de l'agence Bourgogne Ouest de l'office national des forêts,
- M. le délégué territorial de Bourgogne d'Électricité de France (EDF Hydro)
- M. le président du Conseil Départemental de l'Yonne,
- M. le président de la chambre d'agriculture de l'Yonne,
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie de l'Yonne,
- M. le président de la chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) de l'Yonne,
- M. le président de l'association de défense des agriculteurs irrigants de l'Yonne,
- Mme la correspondante locale Bourgogne-Franche-Comté de la Fédération nationale des producteurs horticulteurs pépiniéristes ;
- M. le correspondant local du Syndicat des aquaculteurs de Bourgogne-Franche-Comté ;
- M. le directeur général d'EAU DE PARIS,
- M. le président de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais,
- M. le président du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Armançon (SMBVA),
- M. le président du Syndicat du Bassin du Serein (SBS),
- M. le président de la Fédération des Eaux des Puisaye-Forterre,
- M. le président du Syndicat Mixte de la Vanne et de ses affluents,
- M. le président du Syndicat Mixte Yonne Médian,
- M. le président du Syndicat Mixte Yonne-Beuvron,
- M. le président du Parc Naturel Régional du Morvan.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°DDT/SEE/2023/0053 : liste des communes concernées par le franchissement du seuil d'alerte :**

<b>Zone de gestion SEREIN</b>		
Aigremont	Grimault	Pontigny
Angély	Guillon (GUILLON-TERRE-PLEINE)	Préhy
Annay-sur-Serein	Hauterive	Rouvray
Annoux	Héry	Saint-André-en-Terre-Plaine
Argenteuil-sur-Armançon	Jouancy	Saint-Cyr-les-Colons
Athie	Joux-la-Ville	Sainte-Colombe
Beine	La Chapelle-Vaupelteigne	Sainte-Magnance
Béru	Lichères-près-Aigremont	Sainte-Vertu
Blacy	Lignorelles	Sambourg
Bleigny-le-Carreau	Ligny-le-Châtel	Santigny
Censy	L'Isle-sur-Serein	Sarry
Chablis	Maligny	Sauvigny-le-Beuréal
Châtel-Gérard	Marmeaux	Savigny-en-Terre-Plaine
Chemilly-sur-Serein	Massangis	Sceaux (GUILLON-TERRE-PLEINE)
Chichée	Méré	Seignelay
Cisery (GUILLON-TERRE-PLEINE)	Môlay	Talcy
Collan	Montigny-la-Resle	Thizy
Courgis	Montréal	Trévilly (GUILLON-TERRE-PLEINE)
Coutarnoux	Moulins-en-Tonnerrois	Varenes
Dissangis	Nitry	Venouse
Dyé	Noyers	Vignes (GUILLON-TERRE-PLEINE)
Fleys	Pacy-sur-Armançon	Villy
Fontenay-près-Chablis	Pasilly	Vireaux
Fresnes	Pisy	Viviers
	Poilly-sur-Serein	Yrouerre



# Franchissement des seuils de restriction des usages de l'eau

Situation au 31 octobre 2023

